

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 DECEMBRE 2021

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu habituel le 14 décembre 2021 à partir de 20h, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc CORBET, Maire.

Etaient présents : Jean-Luc CORBET – Caroline HOSTALIER – Jacques BOUDOU - Aline SOLANS - Yvan BICAÏS - Corine LEMARIEY – Laurent TRICOLI - Jocelyne BEJUY - Thierry LORA RONCO – Joëlle DEMEMES - Annie DELASTRE – Henri PELLETIER – Michèle BECHET – Rarib SALIM – Hélène BERT – Bruno BRUGNACCHI – Caroline HUMEZ - José SALVADOR - Stéphane BERGER – Delphine FIEVET.

Absents ayant donné pouvoir :

Muriel VALIENTE a donné pouvoir à Hélène BERT

Benoît GAUDIN a donné pouvoir à Jacques BOUDOU

Muriel MAUGER a donné pouvoir à Caroline HOSTALIER

Absents : Robin NIER - Jean-Michel LOSA - Emmanuel SANTO - Marie JARA – Hortense NOWAK - Franck AGACI.

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été, conformément à l'article L.2121-15 du code général des Collectivités Territoriales, procédé à la nomination d'un(e) secrétaire. Caroline HUMEZ a accepté de remplir cette fonction.

VIE INSTITUTIONNELLE

Introduction du Maire : chacun sait maintenant que notre opposition ne veut plus assister aux conseils municipaux. Ils ont donc trouvé pratique d'envoyer des questions écrites sur les points proposés au vote pour ce conseil municipal. Ainsi, notre opposition s'économise l'effort de participer aux conseils, d'argumenter et de discuter en séance et de partager un débat. Pratique pour eux, en effet...

Normalement les questions écrites sont répondues en fin de séance, comme stipulé dans le règlement intérieur. Mais je vous propose de répondre aux questions écrites, au fur et à mesure des délibérations, afin que le fil conducteur soit respecté, si vous en êtes tous d'accord....

Bien que répondre à des absents me semble quand même un peu étrange...

Proposition de répondre aux questions écrites au fur et à mesure des délibérations.

☞ Vote : proposition adoptée à la majorité

Votes :

- Pour : 22 élus de la majorité, groupe « Varcès un Engagement ».
- Contre : 0
- Abstention : 1 élu de la majorité, L. TRICOLI.

Je commencerai par répondre à une question de Jacques Boudou, élu du groupe majoritaire et 1^{er} adjoint de la commune. Cette question est la suivante :

« Cher Jean-Luc,

Je n'étais pas présent lors du Conseil Municipal du 16 novembre 2021, pour des raisons d'ordre familial, mais j'ai appris que les élus de l'opposition avaient quitté ce conseil dès son début après une courte déclaration expliquant leur décision de ne plus vouloir siéger au Conseil Municipal à l'avenir.

Je m'étonne de leur décision et le regrette au nom de la démocratie mais je n'ai pas retrouvé trace de leur déclaration et de ton éventuelle réponse dans le compte-rendu de ce conseil.
Pourrais-tu m'apporter des éclaircissements sur ce point au prochain Conseil municipal ?
D'avance, merci. »

Réponse de Jean-Luc CORBET, Maire :

La déclaration des élus de l'opposition ainsi que les réactions qui ont suivi leur départ ne pouvaient pas être consignées dans le procès-verbal du conseil municipal car ce point n'était pas à l'ordre du jour. Pour figurer dans le procès-verbal, il aurait dû faire l'objet d'une question au conseil municipal, envoyée préalablement au maire, conformément au règlement intérieur.

Je vais à présent vous lire un communiqué par lequel je souhaite répondre à la déclaration de l'opposition, déclaration qui sera consignée dans le procès-verbal de ce conseil en annexe à la fin, pour une transparence totale. Mon communiqué est le suivant :

« Je suis atterré par la manière désinvolte d'annoncer cette décision.

Je suis désolé de ce choix de l'opposition de ne plus participer au débat démocratique. Je suis en effet convaincu qu'un groupe d'opposition est le ferment d'une démocratie vivante car elle nous pousse dans nos retranchements, nous oblige à questionner nos choix dans les moindres détails. Cela ne peut que bénéficier à l'intérêt général et aux habitants. Nous devons donc nous passer de ce nécessaire « aiguillon » et je le déplore. Mais, étant à la tête d'un groupe majoritaire d'opinions très diverses, je ne doute pas que nous saurons continuer à nous questionner, nous remettre en question, autant que nécessaire.

Je suis outré des arguments avancés pour justifier leur politique de la chaise vide. Je me dois de rétablir la vérité par respect pour les élus ainsi que pour les habitants participant à la commission extra-municipale qui travaillent pour l'intérêt général, sans compter leur temps.

Aussi vais-je répondre point par point :

- Premièrement : contrairement à ce que l'opposition affirme, le conseil municipal est un lieu où le débat est possible, comme on peut d'ailleurs le constater dans tous les procès-verbaux mis en ligne sur le site de la Ville. Le malaise pour l'opposition serait-il de ne pas trouver d'arguments pour voter contre les délibérations ?

En effet, celles-ci sont votées pour la plupart à l'unanimité car elles présentent de façon évidente un intérêt général auquel il est leur difficile de s'opposer. Non, Mesdames, Messieurs, être dans l'opposition ne signifie pas avoir le devoir de s'opposer. Cela signifie simplement que, même en étant dans la minorité, on a le rôle et les devoirs importants de débattre constructif.

- Deuxièmement : la commission extra-municipale, dont la composition et le règlement ont été votés à l'unanimité en conseil municipal du 24 novembre 2020, comprend deux membres de l'opposition : un titulaire et un suppléant. Force est de constater que ni l'un ni l'autre n'ont participé aux nombreuses réunions (7) de ce groupe, dont les membres non-élus ont pu candidater de façon transparente de septembre à décembre 2020, suite à une communication sur tous les supports disponibles de la mairie (journal municipal, site internet, page FB, panneaux lumineux...).

Faire croire que les habitants, membres de cette commission, ont été choisis par rapport à un supposé lien avec le maire, est fort désobligeant pour nous, et offensant pour ces citoyens qui s'investissent avec ardeur.

- Troisièmement : Le cahier des charges de la salle multi-activités serait élaboré, entre guillemets, « en grand secret ».

Cela est faux, car, à cette 1ère phase du projet, le seul cahier des charges élaboré était celui qui a permis de sélectionner un programmiste pour réaliser l'étude de faisabilité. A ce stade, l'opposition a été consultée, comme tous les élus, pour exprimer leur opinion quant au choix du site d'implantation. D'ailleurs, ce projet donnera lieu bientôt à la participation d'autres acteurs et usagers varçois.

- Quatrièmement : les commerçants et acteurs économiques se réuniraient en « secret » pour discuter du projet de Cœur de Ville.

Cela est également faux car, s'il y a bien eu des réunions, elles ont porté uniquement sur les actions à mener pour tenter de redonner une vitalité au collectif des commerçants.

Quant au réel projet Cœur de Ville, nous venons de sélectionner le programmiste, sélection à laquelle a participé l'opposition en contribuant à l'écriture du Cahier des Charges et à la Commission d'Appel d'Offres pour le choix du prestataire retenu. Ils savent donc parfaitement que la participation citoyenne est un volet fort pour ce projet, dès lors que les études vont commencer.

- Cinquièmement : l'opposition ne serait pas invitée aux réunions de la commission Métropole.
Encore une contre-vérité : cette commission s'est réunie une fois depuis la fin du confinement, l'opposition y a été invitée – l'envoi d'un courriel en est la preuve – mais ne s'est pas présentée ni même excusée.
- Sixièmement : l'opposition n'aurait « aucune information sur le positionnement de Varcès, encore moins de débat ».
Une fois de plus, cette affirmation n'a aucun fondement car nos choix et « positionnement » sont publics, connus de tous depuis la campagne électorale, et chaque délibération est argumentée et débattue si besoin, en conseil Municipal.
Par exemple, le vote de chaque budget annuel, qui représente les choix pour la Ville, est toujours précédé d'un Débat d'Orientation Budgétaire en conseil municipal. Que ce soit le Débat d'Orientation Budgétaire, le Compte Administratif ou le Budget, ils sont tous largement présentés en commission des finances et en conseil municipal. Ils donnent lieu à des documents précis et compréhensibles par tous, postés sur le site internet de la Ville.
- Septièmement : nous ne présenterions à notre opposition que des « projets ficelés » et ils seraient ainsi mis devant le « fait accompli ».
Là encore, je dois préciser que l'opposition a été invitée en même temps que tous les élus de la Majorité à des présentations et consultations préliminaires, faites par les architectes et bureau d'études pour les projets importants. Nous ne pouvons parler de « projets ficelés » !
Par exemple, ont été présentés le Plan Guide (esquisse) de la Giraudière Est, le préprogramme de la future salle multi-activités. Les commissions quant à elles sont le lieu pour la discussion sur de nombreux sujets. Encore faut-il y être présent avec assiduité !

Les élus de l'opposition nous ont ainsi fait savoir que « étant conscients de l'adage populaire *qui ne dit mot consent* », ils ne participeront plus désormais aux conseils municipaux mais seulement aux commissions auxquelles ils seront conviés. Je précise que l'opposition est toujours invitée aux différentes séances des commissions contrairement à ce qu'ils laissent entendre.


« *Qui ne dit mot consent...* » : Mais s'ils ne consentent pas, il ne tient qu'à eux de « dire mot » en commissions et en conseils ! Ou alors, peut-on déduire de cet adage que, par la politique de la chaise vide, l'opposition est par avance en tout point d'accord avec les décisions prises... ?

- Enfin, je note que leur communiqué se termine de manière paradoxale : ouvrez les guillemets « cette déclaration n'appelle aucun commentaire... » fermez les guillemets.
Drôle de façon de couper court à la discussion et de refuser tout dialogue, pour des personnes qui – si je comprends bien – réclament plus de débats ! Une contradiction de plus ?

Pour ma part, je reste disponible pour clarifier avec l'opposition, une fois de plus, le rôle et les devoirs envers les habitants de chaque élu.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 16 novembre 2021

Il est proposé au Conseil Municipal d'**APPROUVER** le procès-verbal du Conseil Municipal du 16 novembre 2021.

 Vote : proposition adoptée à l'unanimité

RESSOURCES HUMAINES

2. Modification du tableau des emplois : créations, suppressions et modifications de postes

- ☞ Rapport présenté par Joëlle DEMEMES, Maire-adjointe en charge de l'administration interne et des relation services / activités / élus.

Le recrutement d'un fonctionnaire, d'un agent non-titulaire ou la modification de la durée hebdomadaire, du ou des grade(s) afférents à un emploi nécessitent des créations régulières de postes.

Il est en parallèle obligatoire de procéder régulièrement, en assemblée, à la suppression d'emplois non pourvus et qui ne le seront pas dans un délai proche.

Les suppressions sont proposées après avis du Comité Technique (CT).

Des créations ou suppressions de postes peuvent être proposées pour les motifs suivants :

- Départ(s) d'agents par mutation ou qui ont fait valoir leurs droits à la retraite.
- Créations de postes suite à de nouveaux besoins repérés au sein des services communaux
- Modifications de temps de travail pour des Temps Non-Complets, entraînant, création et suppression
- Créations et suppressions suite à des demandes d'agents de changement de filière
- Créations et suppressions suite à réussite d'agents à concours, examens ou promotion interne.
- Créations d'emplois permanents. La création d'un emploi permanent est justifiée par des besoins pérennes de la collectivité. L'arrêt du Conseil d'Etat n°314722, du 14 octobre 2009, a rappelé que "l'existence, ou l'absence, du caractère permanent d'un emploi doit s'apprécier au regard de la nature du besoin auquel répond cet emploi et ne saurait résulter de la seule durée pendant laquelle il est occupé". L'emploi permanent est ainsi créé par une délibération du Conseil Municipal. Il peut être occupé par un agent non titulaire recruté par un contrat de droit public en vertu des articles 3, 3-1, 3-2 et 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

Ainsi, les créations et suppressions de postes suivants sont soumises à l'examen du Conseil Municipal :

Suppression :	Création :
A compter du 1^{er} janvier 2022 :	
Un agent est parti en retraite il convient de supprimer son poste de Rédacteur principal 1^{ère} classe à Temps Complet.	Il convient de créer un poste pour son remplaçant d'Adjoint administratif à temps complet.
Suite à la demande de l'agent d'intégration dans la filière médico-sociale, il convient de supprimer le poste d'adjoint technique principal 2^{ème} classe à TNC de 31,18h soit 89% d'un temps complet.	L'agent occupe déjà les fonctions d'ATSEM, il convient de créer le poste d'ATSEM principal 2^{ème} classe à TNC de 31,18h soit 89% d'un temps complet.
Un agent est parti en retraite, il convient de supprimer son poste d' Adjoint Administratif principal 1^{ère} classe à Temps Complet.	Il convient de créer un poste pour son remplaçant d'Adjoint administratif à temps non-complet de 31h30 hebdomadaire soit 90% d'un temps complet.
A compter du 1^{er} mai 2022 :	
Le poste est actuellement occupé par un agent au sein du Relai Assistante Maternelle, il convient de supprimer son poste d'Educateur Jeunes Enfants à temps complet.	En vue de la mise au stage de l'agent, il convient de créer un poste d'Agent social à temps complet.

Le présent projet de délibération va être soumis, pour avis, au Comité Technique (CT) du 9 décembre 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal **D'APPROUVER** les créations et suppressions de postes ci-dessus.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

3. Rapport Social Unique (RSU) 2020

- ☞ Rapport présenté par Joëlle DEMEMES, Maire-adjointe en charge de l'administration interne et des relation services / activités / élus.

L'année 2021 marque le passage du Bilan Social au Rapport Social Unique (RSU). Institué par la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, ce rapport, se substitue donc au Bilan Social. Il est obligatoire et doit être élaboré chaque année.

Le Rapport Social Unique (RSU) constitue l'outil de référence pour renforcer la lisibilité de l'emploi public territorial. Il permet d'apprécier la situation de notre collectivité à la lumière des données sociales regroupées sous plusieurs items tels que les effectifs, la formation, l'absentéisme, le temps de travail, les conditions de travail, la rémunération et les droits sociaux.

En application de l'article 9 du décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020, le RSU pour l'année 2020 a été soumis au comité technique du 23 septembre 2021. Ce dernier a émis un avis favorable sur ce RSU. Un document de synthèse du RSU 2020 est soumis à l'examen du Conseil Municipal.

Monsieur le Maire invite l'assemblée à débattre.

Question écrite du groupe de l'opposition : *les charges de personnel atteignent 61,8% du budget de fonctionnement de la commune. Il convient de tirer la sonnette d'alarme sur ce taux inquiétant. La commune est loin du taux de 55% maximum préconisé. Comment expliquez-vous cet état de fait, pour rappel le taux était de 52,8 % en 2014, 61,8% aujourd'hui? Comment comptez-vous stopper cette fuite en avant des dépenses de fonctionnement car les Varçois sont inquiets de voir une hausse inéluctable des impôts ?*

Monsieur Jean-Luc CORBET, Maire : il n'y a pas de taux de 55% préconisé. Il s'agit simplement d'une moyenne pour l'ensemble des collectivités. Pour notre strate de communes, le taux moyen est de 57,5 % en 2020.

A Varcès, la majorité des dépenses de fonctionnement concerne des actions de service, donc effectuées par du personnel. De plus, le choix a été fait depuis 6 ans de favoriser le recours à du personnel communal plutôt qu'à des prestations réalisées par des fournisseurs extérieurs (avec par exemple l'internalisation de l'entretien et nettoyage de tous nos bâtiments).

Par ailleurs, ce taux de 61,5 %, que l'on retrouve dans le Rapport Social Unique, est un pourcentage des dépenses de fonctionnement totales. Cela montre – comme nous l'avons toujours expliqué - que nous sommes très attentifs au contrôle du reste des dépenses courantes telles que les achats et charges externes.

Si nous n'étions pas très attentifs à ces dépenses d'achats, le total des dépenses augmenterait, ce qui aurait pour effet mécanique de baisser le taux de dépenses du personnel.

Donc attention à l'interprétation et à la manipulation de ce genre d'indicateur.

Et si nous voulons comparer les dépenses de Varcès par rapport aux autres communes de notre strate, on s'aperçoit qu'en réalité, Varcès est très raisonnable.

Par exemple, en 2020 :

Les charges de personnel représentent 510 € par habitant, alors que ces charges sont de 537 € par habitants pour les autres communes de notre strate.

De même le total des dépenses de fonctionnement à Varcès est 833€ par habitant, contre 1014 € pour les autres communes de notre strate.


Et puisque l'opposition veut comparer avec les chiffres de 2014, comparons. Je rappelle que les chiffres de 2014 reflètent les actions menées par l'opposition, à l'époque aux manettes :

Ainsi en 2014, les charges de personnel représentaient 615 € par habitant, alors que ces charges étaient de 532 € par habitant pour les autres communes de notre strate.

Et le total des dépenses de fonctionnement à Varcès était de 1146€ par habitant, contre 1035 € pour les autres communes de notre strate.

Donc quand on utilise un taux financier de façon isolé pour passer un message politique, soyons clairs, il s'agit d'une manipulation.

Il est proposé au Conseil Municipal **DE PRENDRE ACTE** du Rapport Social Unique pour l'année 2020.

 Le conseil municipal prend acte

4. Autorisation de mandater les dépenses d'investissements avant l'adoption du budget primitif 2022

☞ Rapport présenté par Aline SOLANS, Maire-adjointe en charge des finances

Vu l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, permettant à l'organe délibérant d'autoriser Monsieur le Maire, jusqu'à l'adoption du Budget Primitif, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette ;
Considérant que les crédits d'investissement, hors remboursement de la dette, ouverts pour le Budget Primitif de 2021 s'élèvent à 3 142 432 €.

Le conseil municipal peut autoriser le Maire à engager, liquider et mandater le quart de cette somme, soit 785 608 €, avant l'adoption du Budget pour 2022, en fonction de la répartition suivante :

La répartition des 785 608 € est modifiée dans sa répartition au sein des différents chapitres par rapport à la note de synthèse, mais le montant global ne change pas.

- ✓ **Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles 94 748 €**
 - Article 2031 Frais d'études : 40 000.00 €
 - Article 2051 Concessions et droit similaires logiciels : 54 748 €
- ✓ **Chapitre 204 : Subventions d'équipement versées 81 555 €**
 - Article 204151 Groupement de collectivités : 5 000 €
 - Article 20422 Subvention d'équipement aux personnes droit privé : 76 555 €
- ✓ **Chapitre 21 : Immobilisations corporelles 504 377 €**
 - Article 21311 Hôtel de ville : 50 000 €
 - Article 21312 Bâtiments scolaires : 50 000.00 €
 - Article 21318 Bâtiments publics : 60 000.00 €
 - Article 2152 Installation de voirie : 50 000.00 €
 - Article 21534 Réseaux d'électrification 15 000 €
 - Article 2158 Autres installations matériels outillage technique : 60 000.00 €
 - Article 2182 Matériel de Transport : 100 000 €
 - Article 2183 Matériel de bureau et matériel informatique : 59 377 €
 - Article 2188 Autres immobilisations corporelles : 60 000 €
- ✓ **Chapitre 23 : Immobilisation en cours 104 928 €**
 - Article 2313 immobilisations corporelles en cours de constructions : 104 928 €

Le Conseil Municipal **AUTORISE** Monsieur le Maire, jusqu'à l'adoption du budget primitif 2022, à mandater les dépenses d'investissement à hauteur de 25 % du budget primitif 2021, selon la répartition mentionnée ci-dessus.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

5. Remboursement des frais de déplacement pour les élus ayant participé à la Rencontre entre Maires avec les représentants de Lützelsachsen

☞ Rapport présenté par Aline SOLANS, Maire-adjointe en charge des finances.

La réunion « Rencontre entre Maires » avec les représentants de la commune jumelée de Lützelsachsen a eu lieu à Colmar les 26 et 27 Novembre 2021. M. CORBET, Mme BECHET et Mme BEJUY y ont représenté la commune.

Le montant des sommes dépensées par ces élus pour leur transport et leur hébergement est de 173 € pour M. CORBET, 230.20 € pour Mme BECHET et 242.10 € pour Mme BEJUY.

Le Conseil Municipal :

- **AUTORISE** le remboursement des frais de transport et d'hébergement aux élus ayant participé à cette rencontre, pour le montant ci-dessus.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette décision.

Ne prennent pas part au vote : M. CORBET, Mme BECHET et Mme BEJUY.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

6. Subventions au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et à la Résidence Autonomie (RA) Maurice Gariel pour l'année 2021

☞ Rapport présenté par Aline SOLANS, Maire-adjointe en charge des finances.

Il est rappelé au Conseil Municipal que, chaque année, la commune de Varcès Allières et Risset accorde une subvention au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), ainsi qu'à la Résidence Autonomie Maurice Gariel.

Il est rappelé au Conseil Municipal sa délibération n° 2021.035 du 30 mars 2021, par laquelle il avait accordé pour l'année 2021 :

- une subvention de la commune de Varcès Allières et Risset de 296 477 € au CCAS de Varcès Allières et Risset ;
- une subvention de la commune de Varcès Allières et Risset de 34 310 € à la Résidence Autonomie Maurice Gariel.

Or, en cours d'exécution budgétaire, il est apparu que le montant de la subvention de la commune de Varcès-Allières-et-Risset au CCAS de Varcès-Allières-et-Risset aurait dû être fixé à la somme de 266 195 €, somme inscrite aux budgets primitifs de la commune de Varcès-Allières-et-Risset et du CCAS de Varcès-Allières-et-Risset.

En conséquence, il apparaît nécessaire de modifier la délibération n° 2021.035.

Le Conseil Municipal :

- **ACCORDE** au CCAS de Varcès Allières et Risset une subvention de la commune de Varcès-Allières-et-Risset d'un montant de 266 195 € pour l'année 2021
- **CONFIRME** l'octroi à la Résidence Autonomie Maurice Gariel d'une subvention de la commune de Varcès Allières et Risset de 34 310 € pour l'année 2021

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

CULTURE

7. Règlement intérieur de la bibliothèque municipale

☞ Rapport présenté par Yvan BICAIS, Maire-adjoint en charge de la culture et de la jeunesse

Le conseil municipal est informé que la commune va désormais rendre gratuite l'inscription à la bibliothèque municipale.

A l'occasion du passage à la gratuité de l'inscription à la bibliothèque municipale, l'écriture et la validation d'un règlement intérieur de ce service est désormais nécessaire afin de :

- Formaliser la gratuité de l'inscription à la bibliothèque municipale (article 3)
- Encadrer et réglementer les droits et les devoirs de tous les usagers, inscrits ou non, individus ou collectivités, ainsi que du personnel de la bibliothèque, professionnel ou volontaire
- Préciser les modalités et/ou tarifications d'inscription au service, de prêts et de retours, de réservations et de pénalités de retard
- Préciser les modalités d'inscriptions aux services de bibliothèques numériques de la Grenoble-Alpes Métropole et du Département

La version validée avec les membres du Comité de Pilotage-bibliothèque de ce règlement est jointe en annexe et présentée en séance.

Le conseil municipal **APPROUVE** le règlement intérieur de la bibliothèque municipale

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

8. Mise en place du Pass culture

☞ Rapport présenté par Yvan BICAÏS, Maire-adjoint en charge de la culture et de la jeunesse

Il est proposé au conseil municipal de délibérer pour la mise en place du dispositif pass culture.

Le pass culture est une mission de service public financé par le ministère de la culture.

Il est né de la volonté de mettre à disposition des jeunes de 18 ans un nouveau dispositif favorisant l'accès à la culture.

Le but étant de renforcer et diversifier les pratiques culturelles, en révélant la richesse culturelle des territoires.

Le pass Culture est une application mobile ouverte à tous qui réunit les propositions culturelles de proximité et offres numériques (livres, concerts, théâtres, musées, cours de musique, abonnements numériques, etc.).

La ville de Varcès pourrait profiter de ce dispositif pour mettre en valeur la culture en proposant des activités communales comme :

- Les évènements communaux.
- Les Un sol hit.

Etant donné les tarifs déjà peu élevés, il est proposé de garder la tarification en vigueur. L'activité sera gratuite pour le jeune via son pass et déduira peu de son montant total alloué.

Monsieur le Maire invite l'assemblée à débattre.

Jocelyne BEJUY, conseillère municipale : pouvez-vous donner des exemples d'évènements communaux ?

Yvan BICAÏS, Maire-adjoint en charge de la culture: la fête de la musique, le marché de Noël et son feu d'artifice.

Jocelyne BEJUY, conseillère municipale: Ce n'est pas par exemple les spectacles à l'Oriel organisés par VAC.

Yvan BICAÏS, Maire-adjoint en charge de la culture: VAC devrait conventionner également avec le Pass Culture.

Dans tous les cas, le jeune ne paiera plus sa place. Il indiquera avec son téléphone « aller à ce spectacle » et après c'est l'Etat qui versera à la collectivité le prix du spectacle.

Jocelyne BEJUY, conseillère municipale répond : est-ce que par exemple l'ACSC et VAC ont été mis au courant de cette possibilité-là d'adhérer ?

Yvan BICAÏS, Maire-adjoint en charge de la culture: Oui, le pass culture a été annoncé à tout le monde. C'est donc à l'association de se prendre en charge et de décider d'en faire partie ou pas. Après au niveau associatif cela semble plus compliqué qu'au niveau des collectivités pour pouvoir faire partie du pass culture.

Joëlle DEMEMES, Maire-adjointe en charge de l'administration interne : pour l'instant, nous cherchons des réponses avec les associations, on a posé les questions à plusieurs interlocuteurs et nous n'avons pas encore de réponses.

Yvan BICAÏS, Maire-adjoint en charge de la culture: les délais de paiement risquent d'être importants, ce qui ne sera pas forcément supportables par les associations.

Annie DELASTRE conseillère municipale : il faudra bien informer les jeunes qu'ils peuvent le prendre l'année des 18 ans seulement mais y compris la veille des 19 ans.

Joëlle DEMEMES, Maire-adjointe en charge de l'administration interne: ensuite ils auront 2 ans pour utiliser leur pass, mais il faut absolument que ce soit pris l'année de leurs 18 ans.

Yvan BICAÏS, Maire-adjoint en charge de la culture: une information sera relayée sur l'existence de ce pass culture, via les réseaux de communication de la municipalité.

Le Conseil Municipal :

- **ADHERE** au dispositif national "Pass Culture" à compter du 1^{er} octobre 2021
- **APPROUVE** la convention correspondante avec la SAS Pass Culture et d'autoriser le Maire ou son représentant à la signer, ainsi que tout document nécessaire.
- **APPROUVE** le dispositif via l'application web ou mobile Pass Culture pour l'accès à la bibliothèque, les événements communaux, les Un sol hit.
- **ACCEPTE** le « Pass culture » comme moyen de paiement pour les jeunes de 18 ans.
- **AUTORISE** l'encaissement des recettes selon les modalités prévues par le dispositif et le Trésor Public.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire de faire mettre en application par les services de la commune la procédure de remboursement.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

ENFANCE-JEUNESSE

9. Modification du règlement intérieur des Accueils périscolaires, Enfance et Transport Scolaire à compter du 1er janvier 2022

- ☞ Rapport présenté par Caroline HOSTALIER, Maire-adjointe en charge de l'éducation et de l'enfance

Une mise à jour du règlement intérieur des Accueils Périscolaire, Enfance et Transport Scolaire est proposé au Conseil Municipal afin de répondre aux besoins de la population varçoise La version actualisée de ce règlement est jointe en annexe.

Le Conseil Municipal **APPROUVE** le règlement intérieur des Accueils Périscolaires, Enfance et Transport Scolaire dans sa version actualisée.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

10. Tarifs des Accueils Périscolaires à compter du 1er janvier 2022

- ☞ Rapport présenté par Caroline HOSTALIER Maire-adjointe en charge de l'éducation et de l'enfance

Les tarifs des accueils collectifs de mineurs étaient inchangés depuis 2018.Ils ont été révisés, notamment au niveau des tarifs extérieurs.

La nouvelle grille tarifaire pour les Accueils Périscolaires est jointe en annexe.

Le Conseil Municipal **APPROUVE** la proposition de tarifs telle que présentée.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

11. Tarifs de l'Accueil de Loisirs Enfance à compter du 1er janvier 2022

- ☞ Rapport présenté par Caroline HOSTALIER, Maire-adjointe en charge de l'éducation et de l'enfance

Les tarifs de l'Accueil de Loisirs Enfance étaient inchangés depuis 2018.Ils ont été révisés, notamment au niveau des tarifs extérieurs.

La nouvelle grille tarifaire pour l'Accueil de Loisirs Enfance est jointe en annexe.

Le Conseil Municipal **APPROUVE** la proposition de tarifs telle que présentée.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

12. Tarifs du Secteur Jeunes à compter du 1er janvier 2022

- ☞ Rapport présenté par Caroline HOSTALIER, Maire-adjointe en charge de l'éducation et de l'enfance

Les tarifs du Secteur Jeunes étaient inchangés depuis 2018. Ils ont été révisés, notamment au niveau des tarifs extérieurs.

La nouvelle grille tarifaire pour le Secteur Jeunes est jointe en annexe.

Monsieur le Maire invite l'assemblée à débattre :

Monsieur Laurent TRICOLI, conseiller municipal : à quoi correspondent les différents tarifs A, B, C et D ?

Madame Caroline HOSTALIER, Maire-adjointe en charge de l'éducation et de l'enfance : Cela correspond à des activités différentes car en fonction des activités il y a un coût différent qui est proposé. Il y a un tarif qui est différent également en fonction du quotient familial.

Le Conseil Municipal **APPROUVE** la proposition de tarifs telle que présentée.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

ENVIRONNEMENT – DEVELOPPEMENT DURABLE

13. Validation de l'engagement dans l'Atlas de la Biodiversité Communale

- ☞ Rapport présenté par Thierry LORA RONCO, Maire-adjoint en charge de la transition écologique

L'Atlas de la Biodiversité Communale (ABC) est un outil stratégique de l'action locale qui va au-delà d'un simple inventaire naturaliste et qui cartographie des enjeux de biodiversité à l'échelle d'un territoire donné.

La mise en place d'un atlas de la biodiversité communale permet de multiples objectifs. A la fois outil d'information et d'aide à la décision, il cherche à :

- Mieux connaître la biodiversité d'un territoire et identifier les enjeux spécifiques qui y sont liés,
- Sensibiliser et mobiliser les élus, les acteurs socio-économiques et les citoyens à la préservation de cette biodiversité. La considérer comme un bien commun à maintenir et à valoriser,
- Intégrer les enjeux de biodiversité en amont des différentes démarches d'aménagement et de gestion du territoire.

Afin de répondre aux objectifs visés, l'atlas de la biodiversité communale donne lieu à la production de trois types de rendus :

- La réalisation d'inventaires naturalistes de terrain au cours desquels sont produites des données d'observation et de suivi d'espèces et/ou d'habitats,
- La production de cartographies d'enjeux de biodiversité qui pourront être intégrés dans les projets d'aménagement et de valorisation du territoire,
- La production de publications, rapports, outils de sensibilisation relatifs à la mise en œuvre de l'ABC et des perspectives d'actions qui en découlent.

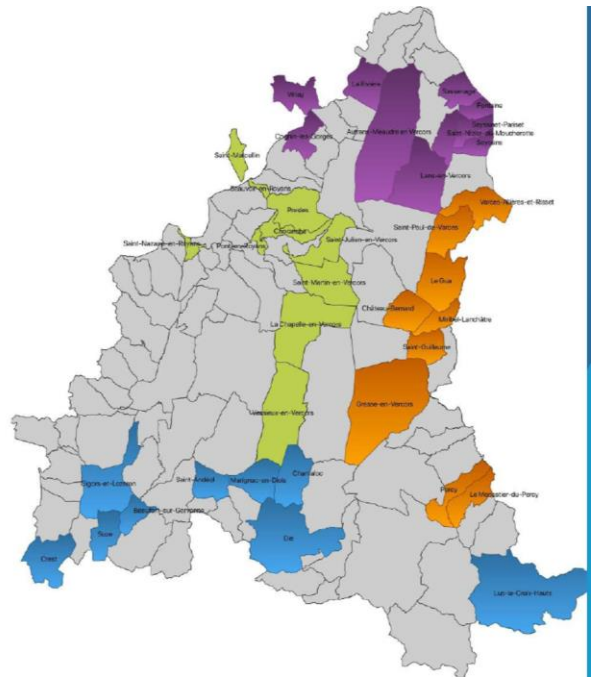
La commune s'est déjà positionnée en faveur d'une candidature à l'appel à projet Atlas de la Biodiversité Communale de l'Office Français de la Biodiversité, en partenariat et porté par le Parc naturel régional du Vercors.

Suite à la réponse positive à cet appel à projet national déposé par le Parc naturel régional du Vercors concernant l'Atlas de la Biodiversité Communale et compte tenu de l'intérêt suscité par ce projet, la commune de Varcès-Allières-et-Risset conventionnera avec le Parc naturel régional du Vercors.

La participation de la commune de Varcès-Allières-et-Risset au cofinancement du projet est estimée à 990.15 € pour une durée de deux ans.

Projet intercommunal porté par le Parc du Vercors :

- 38 communes volontaires
- Pilotage par le Parc, en partenariat avec les associations LPO et FLAVIA
- 1 chargée de mission et 1 service civique pour chaque secteur géographique (Varces avec le Trièves)
- Durée 20 mois
- Budget global 320 000 €, pris en charge à 80 % par l'OFB (250 k€). Reste à charge financé par le PNR et la participation des communes engagées
- 4 thématiques
 - Chiroptères
 - Pollinisateurs
 - Haies et arbres remarquables
 - Zones humides



Le Conseil Municipal :

- **VALIDE** l'engagement de la commune dans la démarche d'Atlas de la Biodiversité Communale.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager les dépenses nécessaires au déroulement de ce projet.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son suppléant, à signer tout document en lien avec le projet, et notamment la convention financière relative au projet.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

14. Signature de la charte d'engagement communale du Plan Climat Air Energie Métropolitain

☞ Rapport présenté par Thierry LORA RONCO, Maire-adjoint en charge de la transition écologique

En 2005, Grenoble-Alpes Métropole fut la première agglomération française à se doter d'un Plan Climat. Ce plan rassemble des acteurs publics et privés s'engageant volontairement à contribuer à l'atteinte d'objectifs globaux pour répondre aux enjeux énergétiques et climatiques à l'échelle de l'agglomération grenobloise.

Varces-Allières-et-Risset est partenaire du Plan Climat depuis 2005.

Par délibération en date du 7 février 2020, la Métropole a adopté son nouveau Plan Climat Air Energie Métropolitain (PCAEM) pour la période 2020-2030.

Le Plan Climat Air Énergie Métropolitain 2020-2030 (PCAEM) constitue la feuille de route du territoire pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre, améliorer la qualité de l'air et s'adapter aux inévitables évolutions climatiques.

Cette feuille de route est déclinée en cinq axes :

Axe 1 – S'adapter au changement climatique

Axe 2 – Agir pour la transition énergétique et l'amélioration de la qualité de l'air

Axe 3 – Valoriser les ressources du territoire

Axe 4 – Mobiliser les acteurs et structurer la gouvernance interne

Axe 5 – Renforcer l'exemplarité interne

Dans une perspective de neutralité carbone du territoire en 2050, la Métropole s'est fixée, comme prochaine étape, cinq objectifs principaux pour 2030 :

- réduire de 50% des émissions de gaz à effet de serre ;
- réduire de 40% de la consommation d'énergie ;

- atteindre les seuils définis par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en termes de concentration annuelle de particules fines, en vue de réduire de moitié le nombre de décès imputables à la qualité de l'air ;
- réduire pour ce faire les émissions d'oxydes d'azote de 70%, de particules fines de 60% et de composés organiques volatils de 52% ;
- produire davantage d'énergie renouvelable et de récupération (EnR&R) pour atteindre 30% de la consommation d'énergie finale

Un plan d'action communal a été élaboré pour la période 2020-2026 en lien avec les services communaux, la commission extra-municipale sur la transition écologique et les élus, afin d'être cohérent avec les orientations et les objectifs ambitieux du PCAEM. Les communes sont en effet des acteurs importants de la transition écologique dans leurs champs de compétence et sur leur patrimoine, mais aussi des relais de proximité indispensables pour informer et sensibiliser la population et les entreprises. Le plan d'action s'appuie sur des actions "socles", dont la mise en œuvre est essentielle à l'atteinte des objectifs du territoire, un rappel des actions relevant de l'application des textes de loi et documents de planification à portée réglementaire, et des actions "volontaires", définies par la commune afin de tenir compte de ses engagements en matière de transition écologique.

Monsieur le Maire invite l'assemblée à débattre :

Madame Jocelyne BEJUY, conseillère municipale : Je fais partie de la commission extra-municipale en tant qu'élue et je remercie les habitants de cette commission qui ont vraiment apporté leur contribution à ce travail. Ils se sont engagés chaque année de commenter le bilan qu'on pourra en faire pour suivre les actions de très près. Ceci nous prouve qu'une commission extra-municipale est extrêmement utile voire nécessaire pour l'efficacité de nos actions.

Monsieur Thierry LORA RONCO, Maire-adjoint en charge de la transition écologique : il y a plus de 100 actions dont beaucoup ont été élaborées à partir de notre programme politique. La commission extra-municipale a effectivement également apporté pas mal d'idées ou commenté. De même, des réunions ont eu lieu avec les agents de la mairie qui se sont impliqués de manière très active. Je voudrais vraiment remercier tous les participants, les agents, les habitants qui ont été volontaires et particulièrement Céline CROSET notre chargée de missions qui a piloté tout ça pendant toute l'année. Si on approuve cette charte elle sera signée jeudi officiellement pendant le forum du Plan Climat. Varcès fait partie des premières communes, le premier quart des communes.

Le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** l'adhésion de la ville de Varcès Allières et Risset à la charte d'engagement des communes 2020-2026 du Plan Climat Air Énergie Métropolitain ;
- **AUTORISE** M. le Maire, ou son suppléant, à signer la charte d'engagement des communes 2020-2026 du Plan Climat Air Énergie Métropolitain jointe à la présente délibération.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

URBANISME-AMENAGEMENT

15. ZAC « Les Coins » : examen du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL)

- ☞ Rapport présenté par Jacques BOUDOU, Maire-adjoint en charge des relations avec les habitants et à l'urbanisme

Vu les articles L. 300-4 et L. 300-5 du Code de l'urbanisme ;

Vu le décret n° 2009-889 du 22 juillet 2009 relatif aux concessions d'aménagement ;

Vu les articles R. 300-4 à R. 300-11 du Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du 17 mars 2009, fixant les objectifs du projet d'aménagement ainsi que les modalités de concertation prévues à l'article L 300-2 du Code de l'urbanisme.

Vu la délibération en date du 23 octobre 2012 approuvant les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation.

Vu la délibération en date du 23 octobre 2012 approuvant le dossier de création de la ZAC Les Coins, établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-2 du Code de l'urbanisme.

Vu la délibération du conseil municipal du 15 octobre 2013 (n° 2013.115) par laquelle il avait approuvé le traité de concession d'aménagement relatif à la ZAC « Les Coins » et autorisé le Maire à signer ce traité avec la société CM-CIC Aménagement Foncier ;

Vu le traité de concession d'aménagement relatif à la ZAC « Les Coins » signé le 25 novembre 2013 avec la société CM-CIC Aménagement Foncier ;

Vu la délibération n°2014.182 du conseil municipal du 15 décembre 2014, par laquelle il avait approuvé l'avenant n° 1 au traité de concession d'aménagement relatif à la ZAC « Les Coins » et autorisé le Maire à signer cet avenant au traité avec la société CM-CIC Aménagement Foncier ;

Vu l'avenant n°1 au traité de concession d'aménagement signé le 15 janvier 2015 ;

Vu la délibération n°2016.025 du conseil municipal du 15 mars 2016, par laquelle il avait approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Les Coins,

Vu la délibération n°2016.026 du conseil municipal du 15 mars 2016, par laquelle il avait approuvé le programme des équipements publics de la ZAC Les Coins,

Vu la délibération n°2016.027 du conseil municipal du 15 mars 2016, par laquelle il avait approuvé l'avenant n°2 au traité de concession d'aménagement relatif à la ZAC « Les Coins » et autorisé le Maire à signer cet avenant au traité avec la société CM-CIC Aménagement Foncier,

Vu l'avenant n°2 au traité de concession d'aménagement signé le 3 mai 2016 ;

Vu la délibération n°2016.094 du conseil municipal du 15 novembre 2016, par laquelle il avait approuvé l'avenant n°3 au traité de concession d'aménagement relatif à la ZAC « Les Coins » et autorisé le Maire à signer cet avenant au traité avec la société CM-CIC Aménagement Foncier,

Vu l'avenant n°3 au traité de concession d'aménagement signé le 15 février 2017 ;

Vu la délibération n°2018.089 du conseil municipal du 18 septembre 2018, par laquelle il avait approuvé l'avenant n°4 au traité de concession d'aménagement relatif à la ZAC « Les Coins » et autorisé le Maire à signer cet avenant au traité avec la société CM-CIC Aménagement Foncier ;

Vu l'avenant n°4 au traité de concession d'aménagement signé le 12 octobre 2018;

Vu la délibération n°2019.092 du conseil municipal du 17 septembre 2019 par laquelle il avait approuvé l'avenant n°5 au traité de concession d'aménagement relatif à la ZAC « Les Coins » et autorisé le Maire à signer cet avenant au traité avec la société CM-CIC Aménagement Foncier ;

Vu l'avenant n°5 au traité de concession d'aménagement signé le 14 octobre 2019;

Vu le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL) pour l'année 2020,

En application de l'article L 300-5 II 3° du Code de l'urbanisme et de l'article 31 du traité de concession d'aménagement relatif à la ZAC « Les Coins » signé par notre commune le 25 novembre 2013 avec la société CM-CIC Aménagement Foncier, et modifié par les 5 avenants précités, le concessionnaire (la société CM-CIC Aménagement Foncier) doit établir chaque année un compte rendu financier, le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL). Ce CRACL a pour objet de permettre au concédant (la commune de Varcès Allières et Risset) d'exercer son contrôle comptable et financier sur l'opération d'aménagement de la ZAC Les Coins.

L'article L 300-5 II 3° du Code de l'urbanisme précise le contenu de ce document qui doit notamment comporter :

- Le bilan prévisionnel actualisé des activités, objet de la concession, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
- Le plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice.

Ce document a été adressé à la commune dans sa version définitive le 24 novembre 2021.

Le même article précise que l'ensemble de ces documents doit être soumis à l'examen de l'organe délibérant du concédant, donc, dans notre cas, au Conseil Municipal de la commune.

Le CRACL proposé par la société CM-CIC Aménagement Foncier à la commune de Varcès Allières et Risset, rendant compte de l'état d'avancement de l'opération de l'opération d'aménagement de la ZAC Les Coins au 31 décembre 2020.

ETAT D'AVANCEMENT AU 31/12/2020

1. Point administratif

- Aucun avenant au traité de concession n'a été signé au cours de l'année 2020

2. Point sur les réalisations/travaux

- La livraison des bâtiments collectifs de l'ilot 2 ayant pris un peu de retard, ceux-ci seront complètement livrés au 1er trimestre 2021.
- Les clôtures prévues en fond de parcelles pour les maisons individuelles de l'ilot 1 ont bien été réalisées par le constructeur.
- Les travaux de viabilisation des ilots 3 et 4 ont été réalisés pour permettre le démarrage des travaux de construction.
- Les travaux pour la réalisation du Parc ont également été entrepris. La fin de ces travaux est prévue pour le 1er trimestre 2021.
- Les travaux de finition autour de l'ilot 2 ont démarré (pose des bordures, enrobé définitif pour partie, etc.).

3. Participation d'équilibre 2020 :

Compte tenu du traité de concession signé et de ses avenants n° 1, 2, 3, 4, et 5 le versement de la cinquième et ultime annualité de la participation d'équilibre a été de : 103 969.47 € HT, soit 124 763.36 € TTC.

Situation Budgétaire 2020	ZAC LES COINS
CRACL	VARCES

DEPENSES 2020	HT
FONCIER	0
FRAIS D'ACQUISITION	0
ETUDES ET HONORAIRES	77905
TRAVAUX	828683
ASSURANCES	0
HONORAIRES DE GESTION	46365
PUBLICITE/COMMUNICATION	0
FRAIS FINANCIERS ET GENERAUX	17765
HONORAIRES DE COMMERCIALISATION	0
TOTAL DEPENSES	970 718 €

RECETTES 2020	HT
VENTES	0
PARTICIPATION D'EQUILIBRE	103969
TOTAL RECETTES	103 969 €

Résultat Annuel: - 866 749,01 € HT

RESULTAT TOTAL HT :

2014-2015-2016-2017-2018-2019 : 2 807 009 €
2020 : - 866 749.01 €

1 940 260 €

Mise à jour des dépenses et recettes sur l'opération :

- Comme prévu l'année 2020 a été marquée par des dépenses importantes pour la réalisation du Parc de la Marjoëra (environ 616 000 € de travaux).
- La dernière annualité de la participation d'équilibre, d'un montant de 103 969,47 € HT a été versée par la commune.
- Plus aucune recette ne sera touchée par CREDIT MUTUEL AMENAGEMENT FONCIER sur cette opération.

PLANNING PREVISIONNEL 2021 :

- Travaux d'entretiens du Parc lancés.
- Démarrage des travaux de construction des bâtiments locatifs sociaux, sur les ilots 3 et 4, totalisant 19 logements.
- Finalisation des travaux d'aménagement (stationnements extérieurs, fosses d'arbres plantées, réalisation de la noue et des trottoirs, etc.) autour de l'ilot n°2.

Le Conseil Municipal **APPROUVE** le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité Locale (CRACL) proposé par la société CM-CIC Aménagement Foncier à la commune de Varcès Allières et Risset rendant compte de l'état d'avancement de l'opération d'aménagement de la ZAC Les Coins au 31 décembre 2020.

Vote : proposition adoptée à l'unanimité

16. Acquisition des parcelles AD 608 et AD 610

- ☞ Rapport présenté par Jacques BOUDOU, Maire-adjoint en charge des relations avec les habitants et à l'urbanisme

Dans le cadre de la cession des parcelles AD 608 et AD 610, la commune de Varcès-Allières-et-Risset a informé le vendeur de son souhait d'acquérir ces parcelles situées au lieu-dit Les Pérouses. Ces parcelles sont situées en zone agricole au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Grenoble-Alpes Métropole.

Par courrier du 24 octobre 2021, Monsieur Joël VIALLET, le propriétaire de cette parcelle, a indiqué à Monsieur le Maire de Varcès-Allières-et-Risset qu'il était disposé à céder ces parcelles d'une contenance cadastrale totale de 19 605 m² au prix de 1€/m².

Ce projet d'acquisition s'inscrit dans le projet de la municipalité de développer des projets agricoles sur la commune.

Le montant de cette acquisition ne nécessite pas d'avis préalable du pôle évaluations domaniales de la Direction des Finances Publiques en application de l'article L 1311-10 du Code général des collectivités territoriales et de l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes.

Le Conseil Municipal :

- **PROCÈDE** à l'acquisition des parcelles AD 608 et AD 610 pour une surface de 19 605 m², situées au lieu-dit Les Pérouses, pour un montant de 19 605 €, l'ensemble des frais relatifs à cette acquisition étant à la charge de l'acquéreur ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la réalisation de l'opération objet de la présente délibération.

Monsieur le Maire invite l'assemblée à débattre.

Question écrite du groupe de l'opposition : *au regard de la situation géographique de ces parcelles, quel projet agricole envisagez-vous ?*

Monsieur Jean-Luc CORBET, Maire :

Comme l'a déjà expliqué Jacques Boudou dans son exposé, je réexplique donc pour les absents : pour le moment, le terrain reste loué à l'exploitant actuel, puisqu'il est prioritaire. S'il arrête son activité, conformément à notre projet politique, il sera envisagé un projet avec un jeune agriculteur, pour des cultures dans le respect de l'environnement (biologiques, etc.).

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

17. Droits de servitudes à consentir à ENEDIS sur la parcelle communale AS 451 – place de la République

- ☞ Rapport présenté par Henri PELLETIER, Maire-adjoint en charge de la dynamique communale et des travaux

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, ENEDIS (gestionnaire et du réseau de distribution d'électricité) a besoin de faire poser par la société SOBECA une canalisation de 108 mètres de câble électrique basse tension, dans une tranchée de 3 m de large, sous la parcelle AS 451, qui sert d'assise à la place de la République.

Il s'avère en conséquence nécessaire que la commune de Varcès Allières et Risset consente des droits de servitude à ENEDIS pour cette canalisation électrique.

Ces droits de servitude sont fixés dans une convention ENEDIS / Commune de Varcès Allières et Risset, qui est soumise à l'examen du Conseil Municipal.

La convention sera authentifiée aux frais d'ENEDIS par un acte notarié. Lors de l'établissement de cet acte notarié, ENEDIS versera à la commune de Varcès Allières et Risset une indemnité unique et forfaitaire de 216 €.

Le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la convention de servitudes à conclure avec ENEDIS
- **AUTORISE** M. le Maire, ou son suppléant, à signer ladite convention, ainsi que tout document relatif à cette constitution de servitude
- **AUTORISE** M. le Maire à procéder à l'encaissement de l'indemnité de 216 €

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

18. Aménagement du secteur Giraudière Nord-Est : lancement de la consultation pour sélectionner le titulaire d'une concession d'aménagement.

- ☞ Rapport présenté par Jacques BOUDOU, Maire-adjoint en charge des relations avec les habitants et à l'urbanisme

Vu l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,
 Vu l'article L.1410-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,
 Vu les articles L.300-4 et suivants et R.300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme,
 Vu les articles L. 1121-1 et L. 3100-1 et suivants du Code de la Commande Publique,

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, située à moins de 500 m du centre bourg et à proximité immédiate de la cité scolaire, la zone de la Giraudière s'étend sur près de 15 ha.

Le site de la Giraudière est à la jonction de tissus urbains aux morphologies très différentes : quartier militaire et zone économique au Nord ; ancien hameau de Giraudière à l'Est (en mutation du fait de la réalisation récente d'ensembles collectifs) ; Résidence Pierre Termier (centrée sur une vieille propriété) au Sud-Est ; lotissements au Sud ; cité scolaire à l'Ouest.

Ce site de la Giraudière est traversé du Sud au Nord, dans sa partie centrale, par le cours d'eau de la Marjoëra.

A l'Ouest de ce cours d'eau, le site a déjà connu deux tranches d'aménagement :

- Tranche 1 (Giraudière Nord-Ouest) : aménagement hors procédure de ZAC, par des permis de construire, entre 2011 et 2014 ;
- Tranche 2 (Giraudière Sud-Ouest) : aménagement par procédure de ZAC (ZAC Les Coins). Concession signée en novembre 2013. Fin d'aménagement prévue en 2023.

La prochaine tranche d'aménagement est la tranche 3 (Giraudière Nord-Est) : ce secteur est en zone AUC3 au PLUI et fait partie de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielle n°80.

Monsieur le Maire expose que la commune de Varcès Allières et Risset souhaite donc procéder à une opération d'aménagement dénommée « Quartier Giraudière Nord-Est », qui présente les caractéristiques principales décrites ci-dessous.

Initiée par la Ville de Varcès Allières et Risset, dans le but de répondre aux besoins en logements de la commune, elle vise à réaliser un programme de 6 300 m² environ de surface de plancher à destination d'habitat sur les parcelles AC 157, AC 571 et AC 620 (d'une surface totale de 2,067 ha) situées au lieu-dit Giraudière. Ces parcelles sont portées par l'Etablissement Public foncier Local du Dauphiné (EPFL.D) pour le compte de la commune de Varcès Allières et Risset.

Le programme de l'opération est le suivant :

- Zone naturelle - parc longitudinal : création d'un espace environnemental de grande qualité avec l'aménagement léger d'un espace public naturel et d'une percée jusqu'à la voie Nord- Sud. Lieu de recueil de la faune et de la flore, il bénéficie également à la qualité de vie des riverains et participe au maintien de corridors écologiques, ainsi qu'à la gestion des eaux pluviales.

- Habitat : un front bâti sera édifié en continuité des unités bâties existantes le long de la rue de la Marjoëra. Deux autres îlots seront répartis de part et d'autre de la voirie Nord-Sud.
- Circulations et stationnement : création de la première partie d'une voie structurante Nord-Sud accompagnée d'une piste cyclable et de trottoirs, aménagement d'un trottoir et d'une piste cyclable le long de la rue de la Marjoëra et création d'une traversée au-dessus du cours d'eau, création de places de stationnement, étant précisé que l'objectif même du projet sera de répondre aux besoins en stationnement inhérents à l'opération.
- Réalisation d'une place urbaine d'accroche conjuguant les enjeux suivants : gestion des eaux pluviales, rencontre des habitants, circulation automobile, circulation modes actifs.
- Logements : environ 89 logements dont 40% en logements comptabilisables au titre de la loi SRU, étant entendu que le projet respectera les règles de mixité sociale du PLUI.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives aux contrats de concession (L. 3100 et suivants) et à celles du code de l'urbanisme (L. 300-1, L. 300-4 et L. 300-5) et dans les conditions déterminées par un traité de concession d'aménagement, la commune de Varcès Allières et Risset concèdera au Concessionnaire sélectionné à l'issue de la procédure de mise en concurrence la réalisation de l'opération d'aménagement dite QUARTIER GIRAUDIÈRE NORD-EST sur le périmètre formé par les parcelles AC 157, AC 571 et AC 620.

Il est proposé de recourir à une procédure restreinte, avec un nombre limité de candidats admis à présenter une offre.

Le Concessionnaire, dans une perspective de développement durable, économique, social et environnemental, exécutera toutes les études, démarches, procédures et actions nécessaires à la mise en œuvre de l'opération d'aménagement QUARTIER GIRAUDIÈRE NORD-EST, dont la réalisation des équipements publics de voiries, réseaux, espaces libres et installations diverses nécessaires aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Le risque économique et notamment les risques commerciaux et techniques de l'opération d'aménagement seront pris en charge par le Concessionnaire.

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** le projet d'aménagement du quartier Giraudière Nord-Est ;
- **APPROUVE** le principe du recours à une concession d'aménagement pour la réalisation du projet d'aménagement du quartier Giraudière Nord-Est, cette concession d'aménagement transférant le risque économique de la réalisation de cette opération au Concessionnaire qui sera sélectionné ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à lancer et à conduire à bien la procédure de mise en concurrence nécessaire à la sélection du Concessionnaire ;
- **DESIGNE** les membres de la commission spécifique « Quartier Giraudière Nord-Est » créée par délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2021 pour composer la commission chargée d'émettre un avis sur les propositions reçues ;
- **DESIGNE** Monsieur le Maire pour engager les discussions, signer tout document relatif à la procédure et prendre l'ensemble des mesures nécessaires pour la mise en œuvre de ce projet ;
- **SE RESERVE LE DROIT** de déclarer sans suite la procédure de passation de la concession d'aménagement, en particulier si aucune offre ne répondait aux attentes techniques et financières de la Commune.

Monsieur le Maire invite l'assemblée à débattre.

1^{ère} question du groupe de l'opposition :

Comment allez-vous préserver la qualité de vie et de service notamment l'accueil des enfants dans les groupes scolaires, les flux automobiles etc. ?

Dans vos diverses communications électorales, officielles sur les projets en cours ou futur, les Varçois ne voient aucun équipement structurant pour anticiper l'augmentation massive d'habitants (écoles, crèches, restaurant scolaire, collège, transport).

Monsieur Jean-Luc CORBET, Maire :

Il est faux d'avancer qu'aucun équipement structurant est prévu. Je vous laisse vous reporter au dernier Varces à la Une qui inventorie les grands projets pour la commune.

Par ailleurs, les projections officielles actuelles montrent que nos écoles, nos cantines sont suffisantes pour accueillir les enfants Varçois dans les prochaines années.

Il est également à noter que le collège n'est pas de la responsabilité de la commune, mais du département. De la même façon, les projections montrent que les collégiens varçois pourront être accueillis dans les années à venir, sans souci particulier.

Je me permets également de faire remarquer que cette question est totalement contradictoire avec la première question de l'opposition sur les charges du personnel. En effet, notre opposition laisse entendre qu'il faut multiplier les équipements dans notre commune. Or, outre le fait que notre commune est très bien dotée en équipements publics divers (3 gymnases, 2 écoles, centre de loisirs, crèche, centre socio-culturel, salle de spectacle et j'en passe ...), si nous devons multiplier ces équipements, comme semble le suggérer l'opposition, nous augmenterions de fait les charges d'investissement, mais aussi les charges de personnel, pour entretenir, nettoyer, animer ces nouveaux espaces.

Mais je note qu'encore une fois, la cohérence n'est pas le fort de notre opposition.

2^{ème} question posée par le groupe d'opposition : L'EPFL envisage-t-elle dès préemptions sur ce secteur pour certaines parcelles à proximité de ce projet datant de 2018 ?

Monsieur Jean-Luc CORBET, Maire :

Il n'est pas envisagé d'autres préemptions.

Par ailleurs, je tiens à rappeler que ce projet fait suite à l'achat par la commune il y a 14 ans, et porté depuis par l'EPFL, des terrains concernés par cette délibération. La somme de 2,3 M€ doit être remboursée par la commune dans les 2 années à venir.

Pour rappel, depuis l'acquisition des espèces protégées ont été trouvées sur ces parcelles, ce qui a considérablement dévalué la valeur des terrains. Malheureusement, aucune remise en question de cet achat n'a été faite par mes prédécesseurs.

Je suis donc maintenant dans l'obligation de donner une suite acceptable pour la commune que ce soit sur un plan financier, tout en veillant à conserver l'aspect qualitatif et quantitatif des constructions à venir.

L'idée de projet, dont le plan guide a été présenté à l'opposition fin 2020, est bien que la commune en garde le contrôle, pour ne pas laisser faire un nombre trop important de constructions, et pour prévoir les espaces communs nécessaires, les circulations automobiles, comme celles des piétons et des vélos, des stationnements, des espaces verts, etc.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

19. Concession d'aménagement du secteur Giraudière Nord-Est : désignation de la « Commission Quartier Giraudière Nord-Est » chargée d'émettre un avis sur les propositions reçues

☞ Rapport présenté par Jacques BOUDOU, Maire-adjoint en charge des relations avec les habitants et à l'urbanisme

Vu l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L.1410-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.300-4 et suivants et R.300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme,

Vu les articles L. 1121-1 et L. 3100-1 et suivants du Code de la Commande Publique,

Il est rappelé que la commune de Varces Allières et Risset va procéder à une opération d'aménagement dénommée « Quartier Giraudière Nord-Est », et que pour cela, elle va lancer une procédure de mise en concurrence nécessaire à la sélection du titulaire d'une concession d'aménagement.

L'article R 300-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que, lorsque le concédant est une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, l'organe délibérant désigne en son sein à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne les membres composant la commission chargée d'émettre un avis sur les propositions reçues, préalablement à l'engagement de la négociation prévue à l'article L. 3124-1 du code de la commande publique.

Cette commission spécifique sera dénommée « Commission Quartier Giraudière Nord-Est » et sera composée de 5 membres à désigner au sein du Conseil Municipal.

Les deux groupes du conseil municipal sont invités à faire connaître leurs candidats.

Candidatures pour le groupe majoritaire :

- Le Maire
- Henri Pelletier
- Jacques Boudou
- Thierry Lora Ronco

Candidatures pour le groupe d'opposition (proposées en amont du conseil municipal par écrit auprès de M. le Maire):

- Jean-Michel Losa (titulaire)
- Franck Agaci (suppléant)

Monsieur le Maire, le groupe de l'opposition demande à ce qu'il ait un suppléant. Je propose au conseil municipal d'accepter au préalable la possibilité que le groupe de l'opposition ait un suppléant.

Monsieur le Maire invite l'assemblée à débattre.

Monsieur Laurent TRICOLI, conseiller municipal : Pourquoi le groupe majoritaire n'a pas de suppléant ?

Monsieur Jean-Luc CORBET, Maire: La réponse est comme pour toutes les commissions, notre représentativité y est suffisante. Cette commission ne peut être constituée qu'avec les membres de la commission d'appel d'offres. Il est proposé de garder la même proportion : 4 membres de la majorité et un membre de l'opposition.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

☞ **En application de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), une seule liste ayant été présentée après appel de candidatures, les candidats figurant sur cette liste sont nommés immédiatement et il en est donné lecture par le Maire.**

20. Instauration d'un périmètre de prise en considération de projet urbain du secteur Cœur de Ville – Projet « Cœur de Varcès »

☞ Rapport présenté par Jean-Luc CORBET, Maire de la commune

1. Le contexte de la délibération

Le cœur historique et commercial de Varcès, qui se situait historiquement sous l'église Saint-Pierre, s'est progressivement déplacé vers l'est, autour d'un axe nord-sud traversant la commune et pour devenir le centre-ville de la commune de Varcès-Allières-et-Risset.

Cet axe de circulation nord-sud a participé au façonnement et à la structuration du territoire. D'abord accueillant une ligne de tramway, devenu ensuite Route Nationale 75 puis Route Départementale 1075, cet axe est aujourd'hui une voie métropolitaine. Toujours classée voie à grande circulation, ses usages ont largement évolué en quelques décennies. Dénommé avenue Joliot-Curie depuis la limite avec Claix jusqu'au centre-ville, traversant ensuite la place de la République, cet axe historique se termine vers le sud par le nom évocateur d'avenue de Provence.

Depuis de nombreuses années, différentes études ont été conduites sur le réaménagement de tout ou partie du centre-ville ou pour accompagner des projets d'ouverture à l'urbanisation.

En adoptant le PLUI, le 20 décembre 2019, la Métropole a fixé des orientations ambitieuses notamment en précisant l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielle n°81 qui était inscrite précédemment dans le PLU communal. Elle a également ajouté des orientations paysagères et des prescriptions visant à lutter contre les îlots de chaleur, allant vers la transition énergétique et orientant vers une végétalisation plus importante des fonciers amenés à muter.

Plusieurs axes du PADD concernent le Cœur de Ville :

- Conforter le centre-bourg ;
- Favoriser le renouvellement des tissus urbains et leur intensification au voisinage des arrêts en transport en commun les mieux desservis ;
- Réussir l'évolution qualitative des tissus pavillonnaires et de faubourgs en mutation ;
- Promouvoir la mise en œuvre de formes urbaines économes en espace et fonder l'aménagement urbain sur la prise en compte de la qualité urbaine et environnementale ;
- Conforter les polarités commerciales de proximité en précisant les conditions d'implantation, de sauvegarde et de développement de locaux actifs en rez-de-chaussée, afin de limiter l'émiettement commercial local.

Aujourd'hui, la municipalité a fait le constat que les usages, les demandes des habitants, les évolutions climatiques et le paysage urbain du centre-ville ont significativement évolué.

Dans ce contexte et afin de redonner une cohérence et un sens au cœur de la commune, il a été décidé de s'inscrire dans une démarche Cœur de Ville/Cœur de Métropole, qui s'organise autour d'une co-maîtrise d'ouvrage entre la ville et la métropole. Ainsi, les assemblées délibérantes de la commune de Varcès-Allières-et-Risset et de Grenoble Alpes Métropole ont pris des délibérations en ce sens le 17 septembre 2019 (délibération n°2019.093) pour le conseil municipal et le 27 septembre 2020 pour le conseil métropolitain.

La commune a débuté début janvier 2020 avec le CAUE des réflexions préalables et notamment la définition des objectifs et des enjeux. Ce travail a conduit à la rédaction d'un pré-diagnostic permettant de rédiger un cahier des charges pour une étude de programmation urbaine, architecturale et paysagère portant sur le centre-ville de la commune de Varcès-Allières-et-Risset et sur la requalification de la Place de la République, de l'avenue de Provence et de l'avenue Joliot-Curie, suivie de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour lancer les phases opérationnelles.

Début novembre 2021, l'étude a été engagée par Aktis accompagné d'un groupement de bureaux d'études.

La commune veut accompagner la requalification de ses espaces publics ainsi que l'intensification et le renouvellement urbains inévitables de son axe majeur (inscrits dans le SCOT) dans une échéance à court, moyen et long terme.

La municipalité souhaite que la transition énergétique et écologique dans laquelle elle engage la commune soit confortée par une urbanisation raisonnée qui soit acceptée par le plus grand nombre car bien intégrée dans le tissu existant, agréable à vivre pour les résidents, les riverains et les usagers et architecturalement valorisante pour l'environnement.

Pour mener à bien cela, et dans le contexte de l'entrée en application du nouveau PLUI, il est apparu nécessaire de créer un Périmètre de Prise en Considération de Projet (PPCP) qui tienne compte des études urbaines qui ont été initiées et accompagneront cette évolution.

2. La présentation du projet urbain Cœur de Varcès

a. Le périmètre de prise en considération

Le secteur d'étude bénéficie de plusieurs équipements de proximité :

1. Un groupe scolaire.
2. Une salle de spectacle de 300 places assises
3. Un centre socioculturel
4. Un gymnase
5. Un centre de loisirs pour enfants.
6. La mairie
7. Une résidence autonomie pour personnes âgées
8. Divers commerces.
9. La Poste
10. Boulodrome
11. Garage municipal

Suite au pré-diagnostic établi avec l'aide du CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement), le périmètre s'est construit autour l'axe central nord-sud de la commune, comprenant trois dénominations successives : avenue Joliot Curie au nord, place de la République au centre, avenue de Provence au sud. Il est délimité au Nord par le rond-point de l'Europe et au sud, s'arrête au niveau du centre technique municipal.

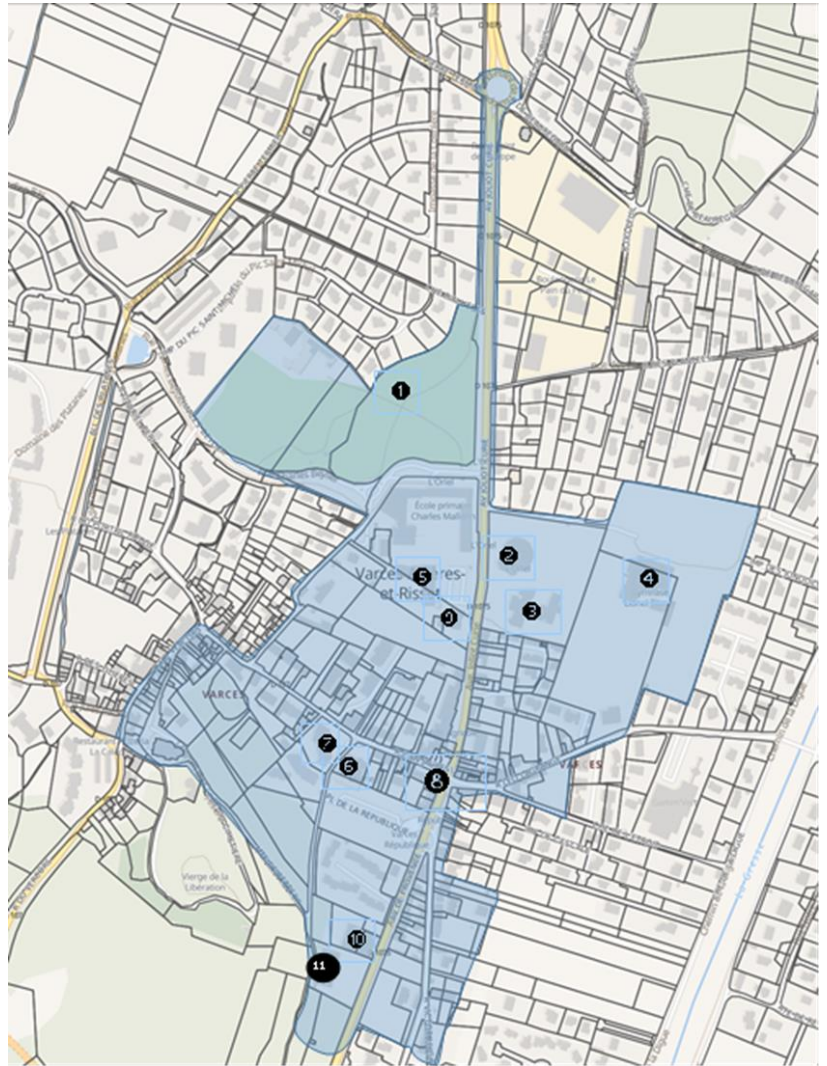
A l'est, il englobe le début des rues Léo Lagrange, Ambroise Croizat et Victor Hugo. A l'ouest, sa limite est constituée par le chemin de Bardonnanche et la rue du Vercors.

Le périmètre inclut des secteurs d'équipements et d'espaces publics structurants pour la commune : le parc Beylier, l'espace Charles de Gaulle et la place de la République. Cette dernière est un espace public majeur à repenser pour le Cœur de Ville qui devra dialoguer avec de potentiels projets immobiliers qualitatifs qui pourraient être développés à la place de bâtis existants.

Ce périmètre représente une surface d'un peu plus de 29 ha.

Au PLUI, ce périmètre a particulièrement été identifié comme majeur pour l'évolution de la commune. Il comprend notamment un secteur d'intensification F3, une OAP n°81, des linéaires de préservation de l'artisanat, du commerce et des services ainsi qu'un zonage privilégiant l'intensification des secteurs urbains considérés comme les mieux desservis. Un secteur de mixité sociale impose un minimum de logements locatifs sociaux pour chaque opération.

La carte annexée à la présente délibération retrace en bleu le périmètre du PPCP qu'il est proposé de prendre par la présente délibération.



b. Les objectifs du projet urbain

Lors du pré-diagnostic réalisé par le CAUE, les enjeux suivants ont été identifiés :

- **L’AFFIRMATION D’UNE IDENTITÉ POUR LE COEUR DE VILLE ET POUR VARCES-ALLIERES-ET-RISSET**
 - Préserver les vues sur les massifs,
 - Marquer les entrées du cœur de ville, une séquence remarquable sur l’axe rectiligne Joliot Curie.
 - Dépasser la fonction de parking pour la place de la République.
 - Identifier des éléments de compositions paysagères et urbaines, vecteurs d’identité et envisager leur possible valorisation.
- **LA REQUALIFICATION DES ESPACES PUBLICS**
 - Penser les transitions publics-privés et notamment l’édification de séparation et murs qui ne contribuent pas à l’animation de l’espace public.
 - Penser globalement l’offre de stationnement, ménager des temporalités différentes en fonction de l’intensité des usages.
 - Repenser la place de l’automobile dans les aménagements pour redonner de la place aux autres usages et bénéficier d’une qualité de ville.
 - Penser les liaisons entre les différentes polarités.
 - Anticiper l’évolution de tènements stratégiques en centre-ville par une réflexion d’ensemble sur l’espace public (OAP...).
- **L’ACCOMPAGNEMENT DE LA MIXITÉ DES FONCTIONS ET DES USAGES POUR LA CONVIVIALITÉ EN CENTRE-VILLE**
 - Accompagner l’évolution des rez-de-chaussée sur le périmètre centre-ville.
 - Accompagner des nouvelles fonctions type restaurant, brasserie qui redynamisent le centre-ville.
 - Développer le marché et accompagner l’évolution des modes de consommation.
 - Accompagner la mutation de l’îlot Nord de la Place de la République.
 - Requalifier le tènement de la déchetterie qui va être déplacée.
- **LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET L’ADAPTATION A SES EFFETS**
 - Lutter contre les îlots de chaleur et favorisant la perméabilité des sols, l’éventuelle désimper-méabilisation, l’implantation d’arbres et de végétaux.
 - Redonner du confort aux modes de déplacement doux.
 - Anticiper l’évolution des alignements d’arbres de la place de la République pour envisager leur inscription dans le projet.

Ces enjeux peuvent être synthétisés ainsi :

- ▶ L’affirmation d’une identité pour le cœur de ville et pour Varcès-Allières-et-Risset (notamment les entrées du centre-ville) à travers son histoire et son paysage.
- ▶ La requalification des espaces publics afin d’assurer une meilleure mixité des fonctions et des usages et améliorer la convivialité, la sécurité des déplacements, et l’accessibilité du centre-ville.
- ▶ La lutte contre le réchauffement climatique et la nécessaire adaptabilité des aménagements, des modes de déplacements, etc.

De plus, l’équipe municipale souhaite :

- ▶ Requalifier la Place de la République et plus globalement le centre-ville. La place de la République apparaît comme une priorité et sa requalification devra être conduite très rapidement à la suite de l’étude de programmation urbaine.
- ▶ Permettre de nouveaux usages ou diversifier ceux existants.
- ▶ Accompagner ou encadrer l’évolution des îlots stratégiques potentiellement mutables. Il est nécessaire d’anticiper leur intégration et leur impact sur le Cœur de Ville. La mixité sociale sera un impératif pour chaque programme qui sera identifié et la mixité fonctionnelle sera étudiée.

- ▶ Accompagner des projets publics tels que le projet de la « Grange des Maths » ou le déménagement de la déchèterie métropolitaine.
- ▶ Intégrer les enjeux de circulation routière (limiter l'impact de la traversée) et de liaison / d'accessibilité pour les habitants et visiteurs - considérer les axes / l'approche.

Toutes ces réflexions sont intégrées dans le cadre de l'étude de programmation conduite par le groupement d'études afin de garantir un bon niveau de réflexion et une grande cohérence entre toutes les opérations à venir sur ce territoire en les accompagnant par un traitement qualitatif des espaces publics et en introduisant le plus de verdure possible.

De plus un diagnostic et une étude prospective concernant la dynamique commerciale de ce secteur vont être conduits par Grenoble-Alpes Métropole.

3. Le Périmètre de Prise en Considération de Périmètre de Projet au sens de l'article L 424-1-3 du Code de l'urbanisme

La commune souhaite mettre en œuvre dans ce secteur une opération d'aménagement afin d'accompagner et restructurer le tissu urbain en lien avec les nouvelles mobilités, adapter les espaces publics, étoffer les centralités commerciales.

L'instauration d'un périmètre de prise en considération du projet permet de surseoir à statuer sur les demandes d'autorisations d'urbanisme ; permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables «lorsque des travaux, constructions ou installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation d'une opération d'aménagement dès lors que le projet d'aménagement a été pris en considération par la commune et que les terrains concernés par ce projet ont été délimités.

La démarche engagée sur le secteur Cœur de Ville est donc de maîtriser, autant que faire se peut, l'urbanisation à venir. Il est donc proposé de mettre en œuvre un P.P.C.P. au titre de l'article L 424-1-3 du Code de l'urbanisme pour permettre au Maire de Varcès-Allières-et-Risset de surseoir à statuer sur toute demande de travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation du projet urbain du secteur Cœur de Ville conformément aux objectifs précités et des principes d'aménagement qui découleront de l'étude en cours.

Il s'agit de garantir sur la durée de validité du périmètre, soit dix ans, la réalisation du projet urbain conformément aux objectifs précités et aux principes d'aménagements qui découleront des études en cours.

4. Publicité et effets de la délibération instaurant le périmètre de prise en considération

En vertu de l'article R 424-24 du Code de l'urbanisme, la décision de prise en considération de la mise à l'étude d'un projet de travaux publics ou d'une opération d'aménagement est affichée pendant un mois en mairie ou au siège de l'établissement public compétent en matière de plan local d'urbanisme et, dans ce cas, dans les mairies des communes membres concernées.

La mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté. La décision de prise en considération produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues aux premier et deuxième alinéas ci-dessous, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Le sursis à statuer ne peut être prononcé que si la décision de prise en considération a été publiée avant le dépôt de la demande d'autorisation. Lorsque la décision de sursis à statuer est intervenue, les propriétaires des terrains auxquels a été opposée la décision peuvent mettre en demeure la collectivité ou le service public qui a pris l'initiative du projet de procéder à l'acquisition de leur terrain dans les conditions et délai mentionnés aux articles L230-1 du Code de l'urbanisme.

La décision de prise en considération cesse de produire ses effets si, dans un délai de dix ans à compter de son entrée en vigueur, l'exécution des travaux publics ou la réalisation de l'opération d'aménagement n'a pas été engagée.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de l'urbanisme, et particulièrement les articles L. 424-1 3 et R. 424-24 fixant les dispositions selon lesquelles un projet d'aménagement peut être pris en considération ;
Vu le périmètre de prise en considération du projet annexé à la présente délibération ;
Vu le Plan Local de l'Habitat approuvé le 10 décembre 2017 par délibération du Conseil métropolitain de Grenoble Alpes Métropole ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Grenoble Alpes Métropole approuvé le 20 décembre 2019 ;

Considérant qu'il convient d'accompagner l'évolution du secteur Cœur de Ville en cohérence avec le projet urbain et d'espaces publics étudiés dans le cadre de la démarche Cœur de Ville / Cœur de Métropole et que la commune souhaite mettre en œuvre dans ce secteur une ou plusieurs opérations de requalification, notamment de la place de la République, afin d'accompagner et restructurer le tissu urbain en lien avec les nouvelles mobilités, adapter les espaces publics, étoffer la centralité commerciale, inscrire le territoire dans une transition énergétique ;

Considérant que l'institution de ce périmètre d'études témoigne de la volonté de la commune de Varcès-Allières-et-Risset d'impulser une réflexion spécifique sur le devenir du secteur Cœur de Ville au regard des enjeux urbains existants et à venir ;

Considérant que dans ce périmètre la commune peut surseoir à statuer sur toutes les demandes d'autorisations d'urbanisme concernant des travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation du projet d'aménagement en cours d'élaboration dans le cadre de la démarche Cœur de Ville / Cœur de Métropole ;

Le Conseil Municipal :

- **INSTAURE** un périmètre de prise en considération selon la délimitation du plan annexé à la présente délibération, en application de l'article L 424-1 du code de l'urbanisme ;
- **DECIDE** que la procédure de sursis à statuer pourra être appliquée à toute demande d'autorisation de travaux, constructions ou d'installation à l'intérieur du dit périmètre qui serait de nature à compromettre ou rendre plus onéreuse la réalisation de l'opération d'aménagement ;
- **INDIQUE** que la présente délibération fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans un journal à diffusion départementale et affichée pendant un mois en Mairie en application de l'article R 424-24 du Code de l'urbanisme ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les dispositions et à accomplir toutes les formalités nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

21. Définition des modalités de concertation dans le cadre de l'étude de programmation urbaine, architecturale et paysagère portant sur le centre-ville de la commune de Varcès-Allières-et-Risset et sur la requalification de la Place de la République, de l'avenue de Provence et de l'avenue Joliot-Curie

☞ Rapport présenté par Jocelyne BEJUY, Conseillère municipale déléguée à la participation citoyenne

1.Le contexte de la délibération

La municipalité a fait le constat que les usages, les demandes des habitants, les données climatiques et le paysage urbain du centre-ville ou Cœur de Varcès ont significativement évolué.

Dans ce contexte et afin de redonner une cohérence et un sens au cœur de la commune, il a été décidé de s'inscrire dans une démarche Cœur de Ville/Cœur de Métropole, qui s'organise autour d'une co-maîtrise d'ouvrage entre la ville et la Grenoble Alpes Métropole.

La commune a débuté début janvier 2020 avec le CAUE des réflexions préalables et notamment la définition des objectifs et des enjeux. Ce travail a conduit à la rédaction d'un pré-diagnostic permettant de rédiger un cahier des charges pour une étude de programmation urbaine, architecturale et paysagère

portant sur le centre-ville de la commune de Varcès-Allières-et-Risset et sur la requalification de la Place de la République, de l'avenue de Provence et de l'avenue Joliot-Curie, suivie de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour lancer les phases opérationnelles.

Début novembre 2021, l'étude a été engagée par Aktis accompagnée d'un groupement de bureaux d'études composé d'Alp'études, alt.Urbaine et Iseramo.

La commune veut accompagner la requalification de ses espaces publics ainsi que l'intensification urbaine autour de son axe majeur (inscrits dans le SCOT) dans une échéance à court, moyen et long terme.

La municipalité souhaite que la transition énergétique et écologique dans laquelle elle engage la commune soit confortée par une urbanisation raisonnée qui soit acceptée par le plus grand nombre car bien intégrée dans le tissu existant, agréable à vivre pour les résidents, les riverains et les usagers et architecturalement valorisante pour l'environnement.

Pour mener à bien cela, la méthodologie de cette étude a intégré une composante forte : la participation citoyenne et la communication.

Cette composante paraissant essentielle pour le projet, il est proposé d'en déterminer les modalités en conseil municipal et d'en délibérer.

2. Les objectifs du projet soumis à participation citoyenne

a. Le périmètre du projet

Suite au pré-diagnostic établi avec l'aide du CAUE, le périmètre s'est construit autour de l'axe central nord-sud de la commune, comprenant trois dénominations successives : avenue Joliot Curie au nord, place de la République au centre, avenue de Provence au sud. Il est délimité au Nord par le rond-point de l'Europe et au sud, au niveau du centre technique municipal.

A l'est, il englobe le début des rues Léo Lagrange, Ambroise Croizat et Victor Hugo. A l'ouest, sa limite est constituée par le chemin de Bardonnanche et la rue du Vercors.

Le périmètre inclut des secteurs d'équipements et d'espaces publics structurant pour la commune : le parc Beylier, l'espace Charles de Gaulle et la place de la République. Cette dernière est un espace public majeur à repenser pour le Cœur de Ville qui devra dialoguer avec des projets immobiliers qualitatifs.

Ce périmètre représente une surface d'un peu plus de 29 ha.

La carte annexée à la présente délibération retrace en bleu le périmètre de l'étude.

b. Les objectifs du projet urbain

Le pré-diagnostic réalisé par le CAUE a permis de dégager les objectifs suivants du projet urbain :

- ▶ **Affirmer une identité pour le cœur de ville et pour Varcès-Allières-et-Risset (notamment les entrées du centre-ville) à travers son histoire et son paysage.**
- ▶ **Requalifier des espaces publics afin d'assurer une meilleure mixité des fonctions et des usages et améliorer la convivialité, la sécurité des déplacements, et l'accessibilité du centre-ville.**
- ▶ **Lutter contre le réchauffement climatique et la nécessaire adaptabilité des aménagements, des modes de déplacements, etc.**

De plus, l'équipe municipale souhaite intégrer les objectifs suivants :

- ▶ Requalifier la Place de la République et plus globalement le centre-ville. La place de la République apparaît comme une priorité et sa requalification devra être conduite très rapidement à la suite de l'étude objet du présent marché.
- ▶ Permettre de nouveaux usages ou diversifier ceux existants.
- ▶ Accompagner ou encadrer l'évolution des îlots stratégiques potentiellement mutables. Il est nécessaire d'anticiper leur intégration et leur impact sur le Cœur de Ville. La mixité sociale sera un impératif pour chaque programme qui sera identifié et la mixité fonctionnelle sera étudiée.
- ▶ Accompagner des projets publics tels que le projet de la « Grange des Maths » ou le déménagement de la déchèterie métropolitaine.

- ▶ Intégrer les enjeux de circulation routière (limiter l'impact de la traversée) et de liaison / d'accessibilité pour les habitants et visiteurs - considérer les axes / l'approche du Cœur de Ville.
- ▶ Mener un diagnostic et une étude prospective concernant la dynamique commerciale de ce secteur

Tous ces objectifs seront intégrés dans le cadre de l'étude de programmation conduite par le groupement d'études afin de garantir un bon niveau de réflexion et une grande cohérence entre toutes les opérations à venir sur ce territoire en les accompagnant par un traitement qualitatif des espaces publics.

3. Les modalités de participation citoyenne

La participation citoyenne est une composante essentielle de l'étude de programmation. Une méthodologie permettant d'associer les usagers (habitants et acteurs locaux) et les mobiliser tout au long du projet a été définie.

La participation citoyenne est un moyen d'enrichir le contenu des politiques et des projets publics grâce à l'expertise d'usage des acteurs, habitants et citoyens. Elle est aussi un moyen d'aider les élus à faire émerger l'intérêt général par la confrontation des différents points de vue et la mobilisation de l'intelligence collective. Elle permet d'organiser un « regard citoyen » sur l'action de la collectivité et sur le contenu de l'étude.

Dans le cadre d'un projet qui engage la commune pour de nombreuses années, la commune affirme sa volonté que cette réflexion soit partagée avec la population et que la participation citoyenne soit au cœur des différentes étapes de l'étude concernant le périmètre du plan guide.

La commune souhaite qu'un niveau de co-élaboration avec les usagers et acteurs concernés du territoire puisse être développé sur certaines thématiques ou secteurs du périmètre d'étude. Dans ce but, un fonctionnement par groupes d'usagers pourrait être envisagé.

Les différentes typologies d'usagers identifiées à ce jour sont :

- Les riverains de l'opération
- Les commerçants non-sédentaires présents sur le marché et leurs clients
- Les commerçants des avenues Joliot-Curie et de Provence, ainsi que ceux des rues adjacentes (rue Léo Lagrange et rue Jean Jaurès) et leurs clients
- Les utilisateurs du réseau TAG (ligne 25 et 26)
- Les agents de la Mairie de Varcès
- Les usagers de la place de la République et de l'axe Joliot-Curie et Provence

Des partenaires peuvent aussi être identifiés comme cibles pour la concertation :

- Les usagers de la salle de l'Oriel
- Les usagers du Centre Socioculturel Émile-Romanet
- Le groupe scolaire Charles-Mallerin
- Les éventuelles commissions extra-municipales
- Les associations locales d'usagers du vélo, de protection de la nature, du patrimoine, etc.
- Les associations locales d'usagers utilisant les équipements publics situés dans le périmètre du Plan Guide.

c. Tout au long du projet

La démarche de participation citoyenne sera conduite à partir du lancement de la mission, jusqu'à la finalisation du plan-guide, à chaque étape du projet : diagnostic prospectif, définition de la stratégie programmatique, et élaboration du plan guide.

Un cahier de participation citoyenne et d'information sera mis en place de manière numérique et disponible en format papier à l'accueil de la mairie : il s'agira d'un document à destination de l'ensemble des participants présentant de manière pédagogique :

- les objectifs du projet,
- les orientations de mise en œuvre (contraintes...),
- son déroulement et de son calendrier
- le déroulé de la participation citoyenne et les questions à se poser ensemble pour faire « un bon » projet

- les outils mobilisés (réunions publiques, ateliers et temps de travail par groupe d’usagers, « aller-vers », ...)
- le déroulé de l’information à la population et les outils mobilisés

Un compte-rendu à l’issue de chaque réunion avec des usagers, de chaque action sera rédigé et mis à la disposition du public.

Un cahier final à chaque phase de participation citoyenne sera réalisé. Il fera la synthèse et le bilan de la participation (avec traçabilité des expressions), et qui servira pour la restitution auprès des usagers concertés.

Il est nécessaire de préciser que la commune pourra définir des invariants du projet au fur et à mesure de l’avancée du projet pour des motifs réglementaires, de sécurité publique, d’éthique ou afin de respecter le programme politique de la municipalité.

d. Diagnostic prospectif

Durant cette phase de l’étude, il est prévu :

- Une enquête numérique par une large diffusion d’un questionnaire en ligne
- 3 demi-journées d’enquête sur l’espace public
- La rédaction d’un cahier de concertation

De plus, comme défini au point a. ci-dessus, un compte-rendu sera établi après chaque action et un cahier final de chaque phase viendra enrichir le cahier de participation citoyenne.

e. Définition d’une stratégie programmatique

Durant cette phase de l’étude, il est prévu :

- Un atelier maquette grand public
- Un atelier de design collaboratif avec des acteurs ciblés du territoire
- Un atelier de design collaboratif grand public

De plus, comme défini au point a. ci-dessus, un compte-rendu sera établi après chaque action et un cahier final de chaque phase viendra enrichir le cahier de participation citoyenne.

f. Elaboration du plan guide pour l’aménagement du centre-ville de Varcès-Allières-et-Risset et l’urbanisation des îlots stratégiques, et leurs déclinaisons opérationnelles sous forme de fiches actions.

Durant cette phase de l’étude, il est prévu :

- Un atelier thématique avec des acteurs ciblés du territoire
- Un atelier thématique grand public

De plus, comme défini au point a. ci-dessus, un compte-rendu sera établi après chaque action et un cahier final de chaque phase viendra enrichir le cahier de participation citoyenne.

Des restitutions auprès des usagers et partenaires concertés devront être faites, avec un retour détaillé sur les propositions retenues, non retenues, les raisons...

4. Les modalités de communication

La participation citoyenne devra être couplée à des actions de communication.

La commune souhaite que, au-delà des usagers, la population de la commune de Varcès-Allières-et-Risset dans son ensemble, soit largement tenue informée des enjeux, du contenu et du déroulement du projet, à chaque étape du projet.

La communication sera déclinée sur différents supports diffusables auprès du public, soit en exposition, soit sur les différents moyens de communication de la commune et de la métropole.

Les outils à mobiliser seront notamment :

- Des réunions/rassemblements/rencontres en présentiel ou via des outils numériques. Leur usage permettra de s'adapter si besoin au contexte sanitaire.
- Plateforme participative numérique : utilisation des outils de contributions de la plateforme participative de la Métropole qui permettra aussi le suivi de l'ensemble de la démarche via la plateforme (+ croisement avec site internet de la commune).
- Les outils de communications existants de la commune et de la Métropole (site internet, journal municipal, page Facebook, panneaux d'affichage numériques, affiches, vélo-cargo, etc.).

5. Les attendus de la participation citoyenne

Les modalités de la participation citoyenne définies ci-dessus permettront d'associer les différentes typologies d'usagers identifiés ci-dessus ainsi qu'en cas de besoin les partenaires également identifiés et de contribuer à l'émergence de projets relevant de l'intérêt général, transcendant les intérêts particuliers.

Un cahier final sera réalisé. Il fera la synthèse et le bilan de la participation citoyenne.

Le bilan de cette participation sera délibéré en conseil municipal.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme,

Considérant qu'il convient d'accompagner l'évolution du secteur Cœur de Ville en cohérence avec le projet urbain et d'espaces publics étudiés dans le cadre de la démarche Cœur de Ville / Cœur de Métropole et que la commune souhaite mettre en œuvre dans ce secteur une ou plusieurs opérations de requalification, notamment de la place de la République, afin d'accompagner et restructurer le tissu urbain en lien avec les nouvelles mobilités, adapter les espaces publics, étoffer la centralité commerciale, inscrire le territoire dans une transition énergétique ;

Considérant que la participation citoyenne et la communication paraissent indispensables à la réussite du projet et qu'il convient d'en définir les modalités afin d'assurer la lisibilité et la publicité du projet ;

Le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** les modalités de participation citoyenne et de communication ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre toutes les dispositions et à accomplir toutes les formalités nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

SOLIDARITE

22. Dons aux Associations Secours Catholique et Secours Populaire de Vif

☞ Rapport présenté par Michèle BECHET, Maire-adjointe en charge de l'action sociale

La commune souhaite faire don aux associations suivantes :

- Secours Catholique de Vif.
- Secours Populaire de Vif.

Le don s'élève à 857 € pour chacune des associations. Cette somme correspond à la somme prévue pour les vœux du maire qui n'ont pas été effectués en début d'année 2021 à cause de la situation sanitaire.

Le Conseil Municipal :

- **AUTORISE** M. le Maire à faire verser un don de 857 € à l'association du Secours Catholique de Vif
- **AUTORISE** M. le Maire à faire verser un don de 857 € à l'association du Secours Populaire de Vif.

☞ Vote : proposition adoptée à l'unanimité

Annexe :

Déclaration du groupe d'opposition, en début du conseil municipal du 16 Novembre 2021.

« Notre groupe d'élus Agir pour les Varçois est aujourd'hui représenté par 5 membres au conseil municipal, également présents dans les différentes commissions pour préparer les réformes, les directions données à notre commune.

Notre mission d'élus, au sein de l'équipe d'opposition est d'apporter la parole des Varçois qui nous ont fait confiance jusqu'ici. Le conseil municipal valide sans aucun débat toutes les décisions.

Pour exemple : la commission extra-municipale de la transition écologique se trouve exclusivement composée de proches de monsieur le Maire. Avant même que l'information n'ait été donnée aux Varçois, les inscriptions étaient closes.

Le cahier des charges pour la création de la salle multi-activités, ébauché dans le plus grand secret, suivant la même méthode que le blockhaus servant de chaufferie défigurant l'Oriel.

En secret, les commerçants, les acteurs économiques sont conviés à des échanges sur le projet du nouveau centre-ville sans l'élus de notre groupe membre de la commission économique.

La commission métropolitaine n'existe pas, ou alors nous ne sommes jamais invités.

Nous n'avons depuis le début du mandat eu absolument aucune information sur le positionnement de Varcès, et encore moins de débat. Le travail en équipe ne peut se résumer à une présentation de projet ficelé impactant les habitants dans leur vie de tous les jours ; le fait accompli n'est pas le signe d'une belle vitalité démocratique dans notre commune.

A partir d'aujourd'hui, et au regard de ce qu'il se passe depuis le début de ce mandat, et cela malgré nos remarques, nous n'assisterons plus et ne voterons plus les délibérations du conseil municipal. En rapport avec les Varçois que nous représentons, nous nous désolidarisons de la politique de la Ville telle qu'elle est menée actuellement.

Pour les citoyens, le conseil municipal représente le cœur de la démocratie représentative de leur commune. Pour toutes ces raisons, et bien d'autres, étant conscient de l'adage populaire « qui ne dit mot consent » nous participerons désormais uniquement aux commissions auxquelles nous serons conviés.

Cette déclaration n'appelle aucun commentaire, c'est une information que nous donnons en accord avec l'ensemble du groupe Agir pour les Varçois. Nous vous souhaitons un bon conseil municipal. En vous remerciant ».